

Info Birmanie

74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél : 01 46 33 41 62

Email: infobirmanie@gmail.com

## SOMMAIRE :

### • Actualités

Deux diplomates birmanes démissionnent

Aung San Suu Kyi rencontre le Ministre du travail birman

Aung San Suu Kyi attire les foules lors d'un voyage dans le centre de la Birmanie

Aung San Suu Kyi rend hommage à son père, héros de l'indépendance

Les attaques de l'armée birmane continuent dans les régions ethniques

L'armée birmane donne carte blanche aux violeurs dans l'offensive armée au Nord de l'Etat Shan

Crimes de guerre contre des prisonniers utilisés comme porteurs

Le gouvernement birman bloque l'aide humanitaire aux réfugiés de guerre kachin

La Croix Rouge de retour en Birmanie

Les investissements étrangers entraîneraient des conflits ethniques

Le Ministre australien des Affaires étrangères demande aux autorités birmanes d'assurer la sécurité d'Aung San Suu Kyi

Les États-Unis renouvellent les sanctions et appellent l'Inde à faire pression sur le régime

Le Secrétaire générale des Nations unies demande la libération des prisonniers politiques

### • Eclairage...

Aung San Suu Kyi et les minorités ethniques

• Nous soutenir, nous rejoindre

## Edito

Le 8 juillet 2011 a marqué le centième jour de l'entrée en fonction du Président Thein Sein, le 30 mars dernier. Lors de son investiture, Thein Sein a fait connaître ses intentions de mettre en place des réformes législatives, politiques et économiques à travers plusieurs discours publics. Cependant, cent jours après sa nomination, il apparaît évident qu'il a échoué à prendre des mesures concrètes allant dans ce sens. Au lieu de cela, la politique menée par Thein Sein n'est que la perpétuation de celle menée par le SPDC, la junte militaire jusqu'alors au pouvoir, dont il était un des généraux les plus haut placés.

La militarisation, les combats et les déplacements de populations s'intensifient dans les régions où vivent les minorités ethniques. Celles-ci continuent de subir les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par les troupes gouvernementales. Ces crimes comprennent des viols et meurtres de civils.

Bien qu'étant mis en avant au niveau international comme étant un "modéré", Thein Sein s'est assuré que les 2000 prisonniers politiques de Birmanie restent incarcérés tandis que son régime continue de procéder à des arrestations arbitraires et à emprisonner des citoyens birmanes sans motifs valables.

Alors que la Birmanie s'apprête à commémorer le 23<sup>ème</sup> anniversaire des manifestations populaires du 8 août 1988, la communauté internationale, et notamment l'Union européenne, doivent agir d'urgence pour mettre en place une Commission d'enquête menées par les Nations unies sur les crimes internationaux perpétrés en Birmanie afin de promouvoir la réconciliation et de donner une impulsion au dialogue politique.

L'Union européenne est en effet responsable de la rédaction de la résolution de l'Assemblée générale sur la Birmanie et, il est donc nécessaire que les membres de l'Union européenne soutiennent pleinement l'inclusion d'une telle commission dans la résolution. Il est grand temps que la communauté internationale reconnaisse et confronte le refus des autorités birmanes pour mettre fin à l'impunité pour les crimes internationaux qui se poursuivent sans relâche depuis le simulacre d'élections en Novembre 2010.

Bonne lecture  
L'équipe d'Info Birmanie

## Politique

Deux diplomates birmanes démissionnent

Dans un geste signalant une insatisfaction grandissante dans la politique du régime, deux hauts diplomates de l'ambassade de Birmanie à Washington ont démissionné. Le 4 Juillet, le Chef de mission adjoint, Kyaw Win, a démissionné et a demandé l'asile aux Etats-Unis.<sup>1</sup> Dans une lettre au secrétaire d'Etat américain, Hillary Clinton, Kyaw Win a déclaré que le régime le considérait comme «dangereux» parce qu'il avait recommandé des mesures pour améliorer les relations américano-birmanes.<sup>2</sup> Kyaw Win a déclaré qu'après les élections de Novembre 2010 de hauts responsables militaires birmanes avaient consolidé leur emprise sur le pouvoir et avaient cherché à éradiquer l'opposition pro-démocratique.<sup>3</sup> Le 13 Juillet, Aung Soe, Premier secrétaire de l'Ambassade, a lui aussi démissionné après que le régime lui a ordonné de retourner en Birmanie pour un interrogatoire dans le cadre de la défection de Kyaw Win.<sup>4</sup>

Aung San Suu Kyi rencontre le Ministre du travail birman

Le 25 Juillet le régime birman a organisé une rencontre à Rangoun entre le Ministre du travail Aung Kyi et Daw Aung San Suu Kyi. Aucun détail n'a été dévoilé sur leur discussion, mais certaines sources ont révélé qu'Aung Kyi aurait exhorté Aung San Suu Kyi à réenregistrer la LND en tant que parti officiel. Après la réunion, Aung Kyi a déclaré aux journalistes que la réunion était une «première étape» vers la coopération. Aung San Suu Kyi a seulement précisé qu'elle «attendait à des résultats qui pourraient être bénéfiques pour le pays». Aung Kyi a déjà rencontré Aung San Suu Kyi à plusieurs reprises depuis 2007 en tant qu'officier de liaison, mais ces rencontres n'ont jamais mené nulle part et il n'a aucun réel pouvoir de négociation. L'objectif principal semble être d'essayer de tromper la communauté internationale en lui faisant croire que le régime est prêt à entamer un dialogue.<sup>5</sup>

## Aung San Suu Kyi et la LND

Aung San Suu Kyi attire les foules lors d'un voyage dans le centre de la Birmanie

Photo AP



Photo AP

Le 4 Juillet, Daw Aung San Suu Kyi et son fils Kim Aris ont entamé une visite privée de quatre jours dans l'ancienne ville de Bagan, dans la division de Mandalay. C'était le premier voyage de Daw Aung San Suu Kyi en dehors de Rangoun depuis le massacre de Depayin en mai 2003. Bien qu'étroitement surveillée par des policiers en civil durant son voyage, Aung San Suu Kyi a attiré un grand nombre de sympathisants. Le dernier jour de sa visite, environ mille personnes l'ont salué lors de la visite d'un marché local.<sup>6</sup>

1 AFP (04 juillet 2011) Number two at Myanmar embassy in US seeks asylum; Reuters (04 juillet 2011) Myanmar diplomat defects in Washington: report; Reuters (05 juillet 2011) Myanmar envoy seeks asylum, U.S. pressure on rulers; VOA (03 Jul 11)

2 AP (05 juillet 2011) Myanmar diplomat defects, warns of oppression; Reuters (05 juillet 2011) Myanmar envoy seeks asylum, U.S. pressure on rulers; Washington Post (05 juillet 2011) Burmese diplomat seeks asylum in U.S.

3 Ibid

4 AP (13 juillet 2011) 2nd diplomat defects from Myanmar mission in Washington, former colleague says; Mizzima News (14 juillet 2011) A second Burmese diplomat seeks political asylum in US; Irrawaddy (14 Jul 11) Burma's Foreign Ministry Hit by Another Defection

5 AP (25 Jul 11) Myanmar's Suu Kyi holds rare meeting with government official; Irrawaddy (27 Jul 11) Suu Kyi Pressured to Register Party During Talks

6 AFP (04 juillet 2011) Myanmar's Suu Kyi on first trip since release; AP (04 juillet 2011) Myanmar's pro-democracy leader Suu Kyi makes private trip into countryside, 1st since release; Reuters (04 juillet 2011) Myanmar's Suu Kyi travels for first time since release;

## Aung San Suu Kyi et la LND (suite)

### Aung San Suu Kyi rend hommage à son père, héros de l'indépendance

Daw Aung San Suu Kyi, accompagnée de centaines de ses partisans, a rendu hommage le 19 juillet à son père Aung San, héros de l'indépendance, pour sa première participation en neuf ans à la très officielle "journée des Martyrs".

Le général Aung San, alors Premier ministre, et plusieurs de ses ministres ont été assassinés le 19 juillet 1947, quelques mois avant que la Grande-Bretagne n'accorde officiellement son indépendance à la Birmanie.

La dame de Rangoun a d'abord déposé des fleurs dans la matinée auprès du mémorial honorant son père et d'autres figures de l'indépendance, lors d'une cérémonie sous haute sécurité organisée par le régime et à laquelle elle avait été conviée.

Des centaines de partisans s'étaient rassemblés devant le siège de son parti dissous par la junte, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), où Aung San Suu Kyi a ensuite rencontré des diplomates occidentaux. Aung San Suu Kyi a alors conduit plus de 3000 sympathisants du siège de la LND jusqu'au Mausolée du Martyr lors d'une marche pouvant être considéré comme la plus grande manifestation depuis la révolution safran.<sup>7</sup>

## Minorités et réfugiés

### Les attaques de l'armée birmane continuent dans les régions ethniques

En Juillet, les conflits ont continué dans les Etats Kachin, Shan et Karen. Les opérations militaires de la Tatmadaw (l'armée birmane) contre les groupes armés ethniques ont entraîné des déplacements de population continus et de graves exactions contre les civils. Alors que les groupes armés ethniques sont prêts à négocier des solutions politiques, le gouvernement refuse d'entamer un véritable dialogue et continue d'adopter des moyens militaires.<sup>8</sup> Le 27 Juillet, lors d'une réunion à Naypyidaw, le président de la Commission électorale, Tin Aye, a rejeté l'offre faite par cinq partis politiques ethniques pour faciliter les pourparlers entre le régime et les groupes armés ethniques.<sup>9</sup>

Le 28 Juillet, Daw Aung San Suu Kyi a appelé le président Thein Sein, ainsi que plusieurs groupes armés ethniques des états Kachin, Shan, Karen et Mon<sup>10</sup> à poursuivre la réconciliation nationale par le dialogue politique.<sup>11</sup> (Voir « l'éclairage » ci-dessous)

### L'armée birmane donne carte blanche aux violeurs dans l'offensive armée au Nord de l'Etat Shan

D'après les informations collectées par deux organisations shan de défense des droits de l'homme, l'armée gouvernementale birmane autorise clairement l'utilisation du viol comme arme de guerre dans son offensive contre la Shan State Army-North (SSA-N), groupe armé issu de la minorité ethnique Shan.

Le 5 juillet 2011, une patrouille de l'armée gouvernementale est entrée dans le village de Wan Loi, dans le district de Ke Lee dans l'Etat Shan. En quelques heures, les soldats du bataillon ont pillé les habitations du village et ont violé quatre femmes et fillettes: Nang Mon, 12 ans, Nang Jarm 50 ans, Nang Lord, 30 ans et Nang Poeng 35 ans (noms d'emprunts).

Cet incident intervient seulement quelques semaines après que l'association des femmes kachin de Thaïlande ait dénoncé le viol de 18 femmes et fillettes au cours de nouveaux combats dans l'Etat Kachin le mois dernier. Du fait de la rupture des accords de cessez-le-feu avec les groupes armés kachin et shan, les affrontements armés se sont propagés dans une douzaine de districts du nord de l'Etat Shan.<sup>12</sup>

7 AP (19 juillet 2011) Myanmar's Suu Kyi leads memorial march for father; VOA (19 Jul 11) Aung San Suu Kyi Leads Hundreds in Martyr's Day March; Irrawaddy (19 juillet 2011)

8 Irrawaddy (07 juillet 2011) Karen BGF Talks Break Down; Tensions Remain High; Mizzima News (14 Jul 11) USDP leaders discuss cease-fire negotiations in Myitkyina;

9 Mizzima News (27 juillet 2011) EC chairman urges all political parties to oppose Western sanctions

10 L'Organisation pour l'indépendance kachin (Kachin Independence Organization KIO), l'Union nationale karen (Karen National Union - KNU), le Nouveau parti de l'Etat Mon (the New Mon State Party - NMSP), et l'Armée de l'Etat Shan (Shan State Army - SSA)

11 AP (28 juillet 2011) Myanmar's Suu Kyi seeks end to ethnic fighting; Reuters (28 Jul 11) Aung Suu Kyi urges ceasefire in ethnic conflicts;

12 La Shan Women's Action Network (SWAN) est une organisation de femmes shan qui documente et dénonce les violations des droits de l'homme commises dans l'Etat Shan. [www.shanwomen.org](http://www.shanwomen.org). La Shan Human Rights Foundation est une organisation shan de défense des droits de l'homme : [www.shanhumanrights.org](http://www.shanhumanrights.org)

## Humanitaire

Crimes de guerre contre des prisonniers utilisés comme porteurs

Les abus commis par l'armée birmane envers des prisonniers contraints à servir de porteurs sur le front dans des conditions très dangereuses constituent des crimes de guerre, ont déclaré Human Rights Watch et l'association Karen Human Rights Group (Groupe Karen pour les droits humains) dans un rapport commun publié aujourd'hui.

Le rapport intitulé « *Dead Men Walking: Convict Porters on the Front Lines in Eastern Burma* » (« Au péril de leur vie : Les détenus utilisés comme porteurs sur les lignes de front de l'est birman »), expose en détails les exactions dont les porteurs sont victimes : exécutions sommaires, torture, et l'utilisation des détenus comme « boucliers humains ».

« Nous étions en train de transporter des provisions au camp, quand un porteur a marché sur une mine et perdu sa jambe », a raconté un porteur qui a pu s'échapper. « Les soldats l'ont laissé là, il hurlait, mais personne ne l'a aidé. Quand on est redescendu de la montagne, il était mort. J'ai levé les yeux et j'ai vu des lambeaux de ses habits dans les branches, et un morceau de sa jambe dans un arbre. »

Les porteurs interviewés étaient des hommes de 20 à 57 ans, condamnés pour des motifs allant du délit mineur au crime aggravé.

Human Rights Watch et Karen Human Rights Group ont établi que de graves exactions équivalant à des crimes de guerres sont perpétrées avec la complicité, ou à la connaissance de responsables civils et militaires de haut-rang. Le rapport conclut par un appel à la mise en place d'une commission d'enquête sous l'égide de l'ONU, à laquelle 16 pays (dont les États-Unis, la France et la Grande Bretagne) ont déjà répondu favorablement.

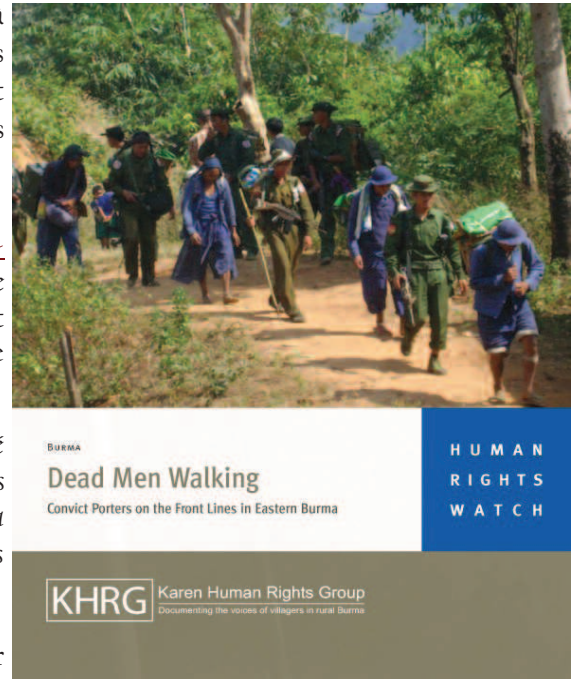
Le gouvernement birman bloque l'aide humanitaire aux réfugiés de guerre kachin

Le gouvernement birman a demandé aux organisations non-gouvernementales (ONG) locales de ne pas apporter d'aide aux victimes des conflits qui ont éclaté au mois de juin dans l'Etat Kachin entre l'armée birmane et l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA).<sup>14</sup> Plusieurs milliers de personnes ont fui vers les zones contrôlées par la KIA, le long de la frontière sino-birmane après le déclenchement des conflits, selon un responsable du comité de secours aux réfugiés kachin.

La KIA a déclaré qu'environ 17 000 déplacés internes se trouvaient à Laiza, ville frontière entre la Birmanie et la Chine où se trouve le siège de la Kachin Independence Organization (KIO).<sup>15</sup> Aucune ONG n'a été en mesure de fournir une assistance aux réfugiés, selon un autre responsable du comité de secours aux réfugiés Kachin. En dépit des négociations en cours pour un cessez-le-feu, de nombreux déplacés redoutent toujours de rentrer chez eux de peur que de nouveaux affrontements éclatent.

*Des villageois Kachin forcés à fuir les combats*

13 Reuters (13 juillet 2011) Myanmar army turning prisoners into war zone porters: groups  
 14 Mizzima News (11 juillet 2011) Burmese government blocks aid to Kachin war refugees  
 15 Irrawaddy (25 juillet 2011) More Refugees Flee to Border Fearing War



## Humanitaire (suite)

### La Croix Rouge de retour en Birmanie

Pour la première fois en près de six ans, les fonctionnaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été autorisés à revenir dans les prisons birmanes. Leur mission, cependant, était de procéder à des inspections techniques, et ne comportait pas de rencontrer les prisonniers.

Le *New Light of Myanmar*, journal gouvernemental servant d'organe de propagande au régime, a rapporté jeudi que trois ingénieurs du département eau et habitat du CICR ont visité trois prisons les 1<sup>er</sup> et 2 juillet (la prison de Myaungmya dans la division d'Irrawaddy, la prison de Moulmein dans l'Etat Mon et la prison de Pa-an dans l'Etat Karen).<sup>16</sup>

Le CICR a commencé à travailler au Myanmar en 1986 en assurant la réadaptation physique des victimes de mines et d'autres personnes handicapées. De 1999 jusqu'à la fin de 2005, les délégués du CICR ont effectué des visites régulières aux détenus dans les lieux de détention et les camps de travail. Cependant, depuis 2006, les autorités n'autorisent pas l'institution à poursuivre cette activité conformément à ses procédures habituelles appliquées dans le monde entier.

Des groupes de défense de l'environnement ont appelé lundi à la fin des investissements étrangers dans des projets d'exploitation des ressources naturelles de Birmanie, accusant ces activités d'alimenter les conflits dans les zones où vivent les groupes ethniques minoritaires. Alors que les investissements étrangers explosent, notamment concernant des barrages financés par la Chine, l'Inde ou la Thaïlande, il n'y a aucune installation décente pour protéger l'environnement birman et sa population.

## Economie

### Les investissements étrangers entraîneraient des conflits ethniques

Des groupes de défense de l'environnement ont appelé lundi à la fin des investissements étrangers dans des projets d'exploitation des ressources naturelles de Birmanie, accusant ces activités d'alimenter les conflits dans les zones où vivent les groupes ethniques minoritaires. Alors que les investissements étrangers explosent, notamment concernant des barrages financés par la Chine, l'Inde ou la Thaïlande, il n'y a aucune installation décente pour protéger l'environnement et la population.

Le barrage principalement visé est celui situé sur le site de Myitsone, dans le nord du pays. Considéré par l'ethnie Kachin comme le lieu de naissance de leur culture, la réalisation du projet pourrait avoir d'importantes conséquences autre qu'écologique. Alors que 15 000 personnes ont déjà été expropriées, le projet sino-birman a eu pour conséquence directe la reprise des combats entre la Kachin Independence Army (KIA) et l'armée birmane, mettant fin au cessez le feu conclu entre les deux parties en 1994. L'importance des combats et les exactions commises par l'armée Birmane ont conduit de nouveaux réfugiés à trouver exil en Thaïlande, donnant au conflit une tournure internationale.<sup>17</sup>

## Communauté internationale

### Le Ministre australien des Affaires étrangères demande aux autorités birmanes d'assurer la sécurité d'Aung San Suu Kyi

Le ministre australien des Affaires étrangères, Kevin Rudd, a rencontré Aung San Suu Kyi le 2 juillet à Rangoun, lors d'une visite de deux jours dans le pays. Craignant pour la sécurité de la Prix Nobel de la Paix, M. Rudd a déclaré que la Birmanie devait garantir sa sécurité quand elle se déplacera en dehors de Rangoun pour la première fois depuis son assignation à résidence l'année dernière. Sa sécurité est en effet une préoccupation majeure, car lors d'un précédent voyage politique en 2003, son convoi a été attaqué dans une embuscade aurait organisé par le régime militaire.<sup>18</sup>

Lors d'une escale à Singapore, M. Rudd a déclaré aux journalistes qu'il avait rencontré le nouveau président du pays, Thein Sein, et l'avait appelé personnellement à libérer de 2000 prisonniers politiques.<sup>19</sup>

16 Irrawaddy (7 juillet 2011) ICRC Returns to Burmese Prisons, but Doesn't Meet Prisoners; DVB (8 juillet 2011) Aid tentatively returns to Burma prisons  
 17AFP (26 juillet 2011) Report Ties foreign investment to Burma conflict ; Irrawaddy ( 19 The River With a Dammed Future) The River With a Dammed Future ;  
 Irrawaddy (25 juin 2011) Burma's Natural Ressources Add Fuel to Conflit  
 18 AFP (4 juillet 2011) Rudd warns govt on Suu Kyi's safety  
 19 AFP (03 juillet 2011) Australia urges Myanmar to free 2,000 detainees

## Communauté internationale (suite)

### Les États-Unis renouvellent les sanctions et appellent l'Inde à faire pression sur le régime

Le 20 Juillet, la Chambre américaine des représentants a voté à l'unanimité le renouvellement des sanctions contre le régime birman pour une nouvelle année.<sup>20</sup>

Le 20 Juillet, lors d'une conférence stratégique américano-indienne qui s'est déroulée en Inde, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a rappelé à l'Inde «son devoir» de se prononcer contre les violations des droits de l'homme en Birmanie. Elle a déclaré que Washington comprenait les intérêts stratégiques de l'Inde dans le développement de liens avec le régime, mais a exhorté Delhi à engager le dialogue avec régime birman et à faire pression pour la démocratie et la libération de prisonniers politiques.<sup>21</sup>

Ses remarques sont intervenues juste après que l'Inde a fourni de nouvelles cargaisons d'armes à la l'armée birmane. Le 7 Juillet, 52 camions militaires chargés avec des armes et des munitions indiennes sont entrés en Birmanie à travers la ville frontière de Tamu, dans la division de Sagaing. Certains observateurs soupçonnent l'armée birmane d'utiliser ces armes et munitions dans ses offensives.<sup>22</sup>

### Le Secrétaire générale des Nations unies demande la libération des prisonniers politiques

Le 25 Juillet, le Secrétaire générale des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est réjoui de la rencontre entre Aung San Suu Kyi et le ministre du Travail birman Aung Kyi, mais a exhorté le régime à envisager la libération anticipée des prisonniers politiques. Ban Ki-moon a réitéré son appel pour la libération des prisonniers politiques pendant une conversation téléphonique le 29 Juillet avec le Ministre des affaires étrangères birman, Wunna Maung Lwin.<sup>23</sup>

20 WSJ (20 Juillet 2011) US House Renews Myanmar Sanctions;

21 VOA (20 Juillet 2011) Clinton Pushes India on Human Rights in Burma

22 Khonumthung News (11 Juillet 2011) India sends arms and ammunition in 52 trucks to Burma

23 UN News Center (25 Juillet 2011) Ban calls on Myanmar to consider 'early action' on release of prisoners; UN News Center (29 Juillet 2011) Myanmar: Ban underlines need to release all remaining political prisoners

## *Eclairage :* *Daw Aung San Suu Kyi et les minorités ethniques*

Daw Aung San Suu Kyi et les minorités ethniques:

« La réconciliation nationale et l'unité ne peuvent pas être construites par des moyens militaires »

Le 28 juillet, trois jours après sa rencontre organisée par le régime avec le Ministre du travail Aung Kyi, Daw Aung San Suu Kyi a appelé dans une lettre ouverte adressée au président Thein Sein, ainsi qu'à plusieurs groupes armés ethniques des états Kachin, Shan, Karen et Mon à poursuivre la réconciliation nationale par le dialogue politique.

Dans cette lettre, elle appelle à un « cessez le feu immédiat et à la résolution pacifique des conflits. » Aung San Suu Kyi conclut la lettre s'engageant se « battre autant que je peux pour soutenir un cessez-le-feu et un processus pacifique ».

Les groupes armés ethniques se sont réjouis de la lettre de Daw Aung San Suu Kyi et se sont tous ralliés à son appel pour un cessez-le-feu national et un dialogue tripartite, tout en soulignant les difficultés d'engager le dialogue avec le régime. Les nombreuses négociations infructueuses qui ont eu lieu dans le passé ont conduit certains groupes à encourager Aung San Suu Kyi à agir comme médiateur pour engager le dialogue entre les deux parties.

Lettre ouverte de Aung San Suu Kyi adressée au président Thein Sein et aux groupes armés ethniques

28 Juillet 2011- Lettre ouverte d'Aung San Suu Kyi adressée à :

- 1) U Thein Sein, President, Union du Myanmar
- 2) Kachin Independence Organization (KIO)
- 3) Karen National Union (KNU)
- 4) New Mon State Party (NMSP)
- 5) Shan State Army (SSA)

L'Union de Birmanie [NB, celle créée à l'indépendance du pays en 1948] a été cofondée par différentes nationalités. Comme des membres d'une même famille, toutes ces nationalités ont cohabité sur cette terre depuis des temps immémoriaux. Par conséquent, l'établissement de relations pacifiques et de l'unité entre les nationalités est d'une importance primordiale.

Récemment, de nouveaux conflits militaires ont surgi entre les forces armées du pays et les groupes armés ethniques dans différentes régions du pays, comme dans les états Kachin, Shan, Karen et Mon. Ces conflits ont des conséquences tragiques tels que des pertes humaines, la destruction d'infrastructures coûteuses et de projets économiques et entraîne une situation de détérioration générale. En plus de causer des souffrances énormes au sein des communautés locales, ces conflits se déroulent avec un risque potentiel de déborder et de s'étendre dans les pays voisins de la Birmanie.

L'usage de la force pour résoudre ces conflits ne sera que mutuellement nuisibles à toutes les parties concernées. **La réconciliation nationale et l'unité ne peuvent pas être construites par des moyens militaires.** Elles ne peuvent être menées que par des négociations politiques. Seule une telle unité entre les nationalités peuvent garantir l'avenir (pacifique) du pays. En l'absence d'une véritable paix et de la réconciliation, la menace d'une propagation potentielle de la guerre civile pèsera toujours.

Les conflits entre les nationalités peuvent certainement être résolus sur la base du respect et de la compréhension mutuelle, conduisant finalement à la paix et la stabilité de l'Union. Ce n'est que lorsque l'Union est véritablement pacifique et stable que des programmes de construction de la nation peuvent être mis en œuvre avec succès. Par conséquent, avec le seul but de promouvoir le bien-être de toutes nationalités dans le pays, j'appelle à un cessez-le-feu immédiat et à la résolution pacifique des conflits.

Pour ma part, je suis prête et je m'engage à me battre autant que je peux pour soutenir un cessez-le-feu et un processus pacifique.

1 L'Organisation pour l'indépendance kachin (Kachin Independence Organization KIO), l'Union nationale karen (Karen National Union - KNU), le Nouveau parti de l'Etat Mon (the New Mon State Party - NMSP), et l'Armée de l'Etat Shan (Shan State Army - SSA)

2 AP (28 Juillet 2011) Myanmar's Suu Kyi seeks end to ethnic fighting; Reuters (28 Jul 11) Aung Suu Kyi urges ceasefire in ethnic conflicts; AFP (28 Juillet 2011) Suu Kyi calls for Myanmar ceasefire; Irrawaddy (28 Jul 11) Suu Kyi: Ready to Help Resolve Ethnic Conflicts; Mizzima News (28 Juillet 2011) Suu Kyi's 'Open Letter' calls for immediate cease-fire in ethnic areas; Chinland Guardian (28 Juillet 2011) Suu Kyi Calls for End to Armed Hostili-



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél: 01 46 33 41 62  
[www.info-birmanie.org/](http://www.info-birmanie.org/)  
Mail: [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

« Usez de votre liberté  
pour promouvoir la  
nôtre »  
Aung San Suu kyi



**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,  
de manière ponctuelle ou régulière :*

**Vous voulez agir,** vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

**Proposer et développer des projets,** des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

**Faire partager votre expérience, vos compétences** en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle ou Marie  
au 01 46 33 41 62 ou par mail  
à [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)**